



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CŒUR DE GARONNE

Arrêté n° DP-3CG-LHER-2022040

Objet : Aménagement d'accès avec création d'un passage bateau - Travaux en limite de voie

Communauté de Communes Cœur de Garonne
Siège social – 31, Promenade du Campet – BP 40095
31220 CAZERES-SUR-GARONNE

Siège administratif :

Maison du Touch – 12, Rue Notre Dame - 31370 RIEUMES
Tél : 05.61.91.94.96

Réf. 2022/VOIRIE/JSV/793

**ARRETÉ DE VOIRIE PORTANT
PERMISSION DE VOIRIE**

LE PRÉSIDENT

VU la demande reçue en date du 05/12/2022 par laquelle **MARTY Nadine**

demeurant 6, rue de la Barraque - 31600 LHERM

demande L'AUTORISATION DE REALISATION DE TRAVAUX EN LIMITE DE VOIE

Rue de la Barraque, Commune de LHERM

au droit des parcelles cadastrées section A ; Parcelle(s) numéro(s) **1173-1175**

VU le code de la voirie routière,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

VU l'arrêté préfectoral du 24/11/2016 portant fusion des Communautés de Communes du Savès, de la Louge et du Touch, et du Canton de Cazères,

VU l'état des lieux,

ARRETE

ARTICLE 1 - Autorisation.

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande :

Aménagement d'accès non busé avec création d'un passage bateau

Lieu des travaux : Rue de la Barraque

Commune de LHERM

A charge pour lui de se conformer aux articles suivants :

ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières.

ACCES AVEC ABAISSEMENT DES BORDURES DE TROTTOIRS :

Il sera réalisé avec une structure identique au trottoir adossé et mis en œuvre dans les règles de l'art.

La structure de chaussée sera reconstituée au droit de l'abaissement.

Le fil d'eau des caniveaux sera maintenu et les bordures seront abaissées sur une longueur de **4 mètres**, rampants non compris. Les rampants devront mesurer 1 mètre.

L'arête supérieure des bordures sera arasée à la cote + 2 centimètres par rapport à la cote du fil d'eau du caniveau et le trottoir présentera une pente dirigée vers la rive de chaussée égale à 2 %.

Le gâchage de mortier sur la chaussée est strictement interdit.

Une aire de stationnement appelé aussi « **parking du midi** » sera demandée en retrait de 5,00 mètres afin de permettre le stationnement d'un véhicule en dehors de la voie circulée et ainsi garantir la sécurité de ses usagers lors des manœuvres d'entrées et de sorties de véhicules.

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation de chantier.

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes :

Il aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour et de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance ou mauvaise maintenance de cette signalisation. Cette signalisation, adaptée aux circonstances qui l'imposent, sera réalisée conformément aux guides techniques suivants, en cours de validité :

- « Signalisation temporaire – Manuel du Chef de chantier (volume 1 et 2) »,
- « Guide technique d'exploitation sous chantier des alternats »,
- « Conception et maîtrise d'œuvre des déviations ».

ARTICLE 4 - Ouverture de chantier et récolement.

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de **90 jours**.

Les réseaux implantés devront faire l'objet d'une remise de plans de récolement des canalisations ainsi que des schémas des ouvrages principaux exécutés sur la voie publique. Cette communication devra intervenir dans les trois mois de la mise en service du réseau à l'adresse du signataire du présent arrêté.

L'ouverture de chantier est fixée au **27/01/2023**. *Celle-ci sera fixée définitivement par l'arrêté de circulation émis par la Commune si besoin*. La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

Il appartient au Maire de la commune sur laquelle se situe le chantier de réglementer la circulation pendant le chantier. Deux semaines avant le démarrage des travaux, l'exécutant des travaux devra présenter une demande à cet effet.

Toutes dégradations sur la rue de la Barraque qui résulteraient des travaux autorisés sur cette demande et constatées par le gestionnaire de voirie, seraient à la charge et repris par le bénéficiaire.

Nous invitons le bénéficiaire à réaliser un constat de l'existant avant travaux en présence du gestionnaire de voirie.

ARTICLE 5 - Exploitation, entretien et maintenance des ouvrages

L'exploitation, l'entretien et la maintenance des ouvrages autorisés s'exercent sous la responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 6 - Responsabilité.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies dans cet arrêté, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

ARTICLE 7 - Formalités d'Urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme et d'obtenir les autorisations prévues par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 8 - Validité et renouvellement de l'arrêté

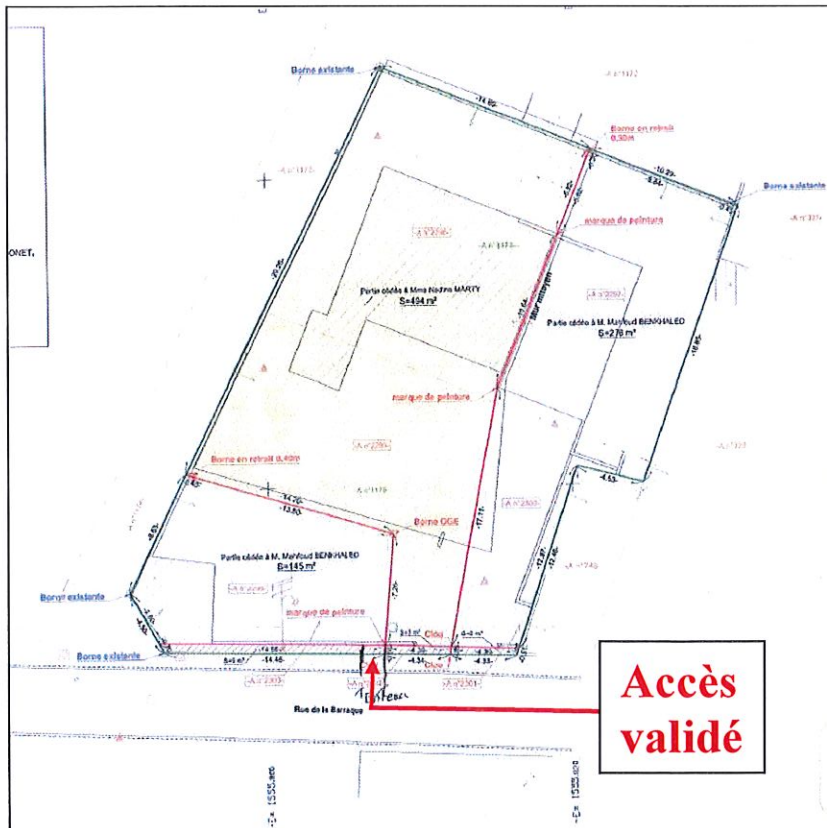
Le présent arrêté est valide jusqu'à la date de fin des travaux soit jusqu'au **27/04/2023**. Au-delà de cette période, le bénéficiaire devra contacter la Communauté de Communes Cœur de Garonne « *service Voirie* » pour l'informer de sa demande de prolongation de délai. Si les travaux sont modifiés par rapport à la demande initiale, le bénéficiaire devra refaire une demande complète.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révoquable sans indemnités. Elle est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée à un tiers.

Fait à Le Fousseret, le 24/01/2023



Le Responsable du service,
Par délégation de signature,
Thierry de Chasteigner



DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution
La commune de LHERM pour affichage
Le Président de la Communauté de Communes Cœur de Garonne pour diffusion
La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.